Les Nouvelles de Loire-Atlantique

Mensuel édité par la Fédération de Loire-Atlantique du Parti Communiste Français

Pour tout Renseignement 02 40 35 03 00 ou redac.nla@orange.fr

Numéro 1027 | 1er Avril 2019 | prix : 0,70 €

L'édito : Dernière ligne droite pour faire gagner les intérêts populaires !

Robin Salecroix

56 jours nous séparent désormais du scrutin européen du 26 Mai prochain. **56 jours pour faire entendre la voix des familles populaires, faire grandir le rapport de force en faveur des salariés, des employés, des privés d'emplois ou des précaires** face au xdiscours dominant d'une Europe du libre-échange mortifère pour les peuples et leur environnement.

Cette dernière ligne droite de campagne va s'avérer cruciale pour desserrer l'étau du duel libéraux versus extrême-droite qui se dessine plus que jamais sous nos yeux. Dans ce contexte, la liste du Parti Communiste Français portée par Ian Brossat et **localement par nos candidats Pascal Pontac et Yves Devedec recèle bien des atouts pour faire grandir l'espoir d'une alternative crédible et contribuer au redressement d'une gauche fidèle à ses valeurs.**

D'abord dans sa constitution avec 50% d'ouvriers et d'employés, notre liste contraste avec celle de la REM qui vient de révéler ses 30 premiers noms, exclusivement composée de notables, élus en fonction et de CSP+. Mais aussi et surtout dans son contenu programmatique. Seul Parti à défendre en cohérence depuis le début de la construction européenne **l'intérêt des travailleurs face aux logiques du marché** et à promouvoir l'exigence démocratique par une coopération de nations et de peuples souverains. A la différence de bien d'autres, comme les écologistes et leur tête de liste Yannick Jadot, qui louait dans les colonnes du « Figaro », "l'économie de marché, la libre entreprise, l'innovation" en se posant en "pragmatique", défenseur d'une écologie "ni de gauche, ni de droite"!

Dans un contexte de mobilisations sociales durables et multiformes, les électeurs pourront trouver auprès du PCF un cap clair et des propositions concrètes (SMIC européen, fin du travail détaché, relance des services publics). Ce scrutin sera aussi un révélateur de notre capacité à répondre aux aspirations profondes de changements qui s'expriment de l'école à l'entreprise, de la rue jusque dans l'enceinte des collectivités et à réinscrire notre structure dans le paysage politique national. **Parce que les peuples d'Europe méritent un avenir enfin débarrassé des logiques de prédations, amplifions donc notre campagne pour faire gagner l'Europe des gens contre l'Europe de l'argent.**

Entretien

Pour l'Europe des gens 2

Bilan : 2014-2019

Des élu·e·s de combat 3

10 propositions

Pour changer la France 4

Fête des Nouvelles

Demandez Le Programme 5-8

Loi PACTE

La bourgeoisie rassasiée 7

Elections européennes : Le combat pour une autre Europe

Le 26 mai prochain, les citoyens français éliront leur députés européens. A l'heure où tout est fait pour faire croire que les citoyens n'auraient que deux choix : valider une intégration européenne de plus en plus libérale ou s'enliser dans la désintégration nationaliste, Les Nouvelles de Loire-Atlantique vous donnent à voir les enjeux de ces élections et les propositions de la liste conduite par le communiste Ian Brossat.

Il n'y a pas plus de fatalité en France qu'en Europe, des voix s'élèvent contre le libéralisme qui précarise, étouffe les peuples, détruit l'environnement…

NLA ouvre ses pages à cette voix d'espoir pour l'Europe des gens et non l'Europe de l'argent.

Pour l'Europe des gens

La campagne pour une autre Europe, une Europe des gens est lancée. NLA a rencontré le communiste Ian Brossat, à la tête d'une liste riche et ouverte, forte de propositions de progrès.

NLA : Le président de la République est déjà en campagne. Sa « lettre aux Européens » a été fraîchement accueillie dans l'Union Européenne. Comment juges-tu son bilan sur les enjeux européens ?

Ian Brossat : Emmanuel Macron vante désormais une « Europe qui protège » sans que l'on sache d'ailleurs s'il parle de l'Europe actuelle ou de l'Europe qu'il souhaite. Une chose est certaine : sur l'Europe, il a multiplié les grands discours. Cinq en tout, beaucoup de paroles mais un bilan qui a l'épaisseur d'une feuille de papier à cigarette. Le fameux « budget de la zone euro » va se résumer à quelques dizaines de milliards d'euros, ce qui est dérisoire à une telle échelle. Quant à sa « lettre », c'est une accumulation de contradiction ! Comment prétendre « protéger » en Europe après avoir tellement précarisé en France ? Comment peut-il proposer « une préférence européenne » dans les marchés publics tout en signant des traités de libre-échange exposant nos travailleurs à une concurrence sauvage et déloyale ? Comment vanter « une Europe indépendante » et réaffirmer la soumission de la France à l'Otan ? Cette lettre est une vraie farce !

NLA : Brexit, poussée des nationalismes…malgré les records d'abstention, ce scrutin apparaît comme décisif ?

Ian Brossat : Effectivement, car le contexte est inédit en France avec une montée de la colère partout. Inédit en Europe car **c'est l'existence même de l'Union européenne qui est en jeu**. Les libéraux se sont servis de l'Europe pour imposer partout leurs politiques de régression sociale et ils ont fini par dégoûter les Européens de l'Europe. Dans un tel contexte, il n'est pas surprenant que les nationalismes progressent. **L'enjeu est de démontrer que l'Europe peut être autre chose que cette machine à nous pourrir la vie.** D'autant que, sur beaucoup de sujets, nous avons besoin de batailler à une échelle plus grande que la seule échelle nationale. Face aux multinationales qui pratiquent l'évasion fiscale, face au défi climatique, face à la crise de l'accueil des réfugiés, nous avons besoin d'Europe. Mais d'une Europe des gens, pas d'une Europe de l'argent !

NLA : Emmanuel Macron tente d'enfermer le débat dans un duel avec Marine Le Pen ? Comment sortir de ce remake des présidentielles ?

Ian Brossat : Toute sa stratégie est là : lui ou Le Pen. Les libéraux ou le chaos. Comme si l'Europe libérale et ses 86 millions de pauvres n'étaient pas à l'origine de la poussée nationaliste qui menace notre continent. Le scénario de Macron est périlleux, car il revient à jeter dans les bras de l'extrême-droite celles et ceux qui refusent les politiques libérales. Pour déjouer ce piège, il nous faut révéler ce qu'est réellement l'extrême-droite. Elle n'est pas favorable à la hausse du Smic et des salaires, pas davantage au rétablissement de l'ISF. Au parlement européen, les députés du Rassemblement national n'ont rien fait pour défendre les droits sociaux. Ils ont voté la directive sur le secret des affaires, qui protège les grosses multinationales contre les investigations des journalistes sur l'évasion fiscale. Il ne sortira rien de bon d'une élection qui se limiterait à un tel affrontement. Les Français comme les Européens méritent mieux que ça !

NLA : 350 000 personnes dans la rue et une jeune génération qui refuse l'opposition « fin du monde/fin de mois » : comment l'enjeu environnemental se concrétise-t-il dans votre projet européen ?

Ian Brossat : La lutte contre le changement climatique, tout comme le combat pour la justice sociale, passe par une rupture avec la loi de l'argent. Ces deux défis doivent être relevés simultanément alors qu'aujourd'hui l'Union européenne ne permet d'en relever aucun des deux. Notre mot d'ordre est simple : changeons l'Europe, pas le climat. Nous avons deux propositions clés. Premièrement, un service public européen dédié à la rénovation énergétique des bâtiments. La mauvaise isolation des bâtiments équivaut à 40% des dépenses énergétiques européennes. Il faut y remédier par un vaste programme de travaux permettant moins de dépenses énergétiques, des charges moins élevées bénéfiques pour le pouvoir d'achat et des emplois à la clé. Deuxièmement, un investissement massif dans le ferroviaire public. Nous voulons bâtir une écologie sociale loin de l'écologie punitive promue par le gouvernement.

NLA : Le mouvement des gilets jaunes a replacé les enjeux de justice sociale au cœur du débat public. Le PCF défend depuis longtemps un grand nombre de ces revendications. Pour autant le vote communiste n'est pas une évidence…

Ian Brossat : Oui, certain.e.s doutent ou s'interrogent sur leur vote. Je leur dis que les communistes ont peut-être des défauts mais eux, contrairement à d'autres politiques, n'ont pas découvert les injustices sociales au détour d'un rond-point. Nous sommes des combattants de la justice sociale partout où nous sommes. Nous n'avons pas improvisé sur ce sujet parce qu'il est dans l'air du temps.

NLA : Plusieurs listes de gauche sont en lice pour les européennes. Quelle réponse aux électeurs qui s'inquiètent de cette réponse ? Et quelle est concrètement la singularité du projet de votre liste ?

Ian Brossat : Je regrette cette division d'autant que j'ai personnellement tendu la main aux autres forces de la gauche anti-austérité. Mais cette division sur les questions européennes ne date pas d'hier, la gauche est traversée par des débats sur ces enjeux depuis longtemps. Le PCF est, d'ailleurs, la seule force de gauche à avoir rejeté tous les traités européens. Aujourd'hui, les faits nous donnent raison. Nous n'avons jamais fait croire qu'il est possible de faire l'Europe sociale avec des traités qui sanctuarisent l'Europe libérale. Dans le contexte, il vaut mieux choisir ceux qui disent des choses claires, constantes et cohérentes. C'est une première singularité de notre projet : porter au quotidien ce combat opiniâtre contre l'Europe libérale. La seconde, c'est notre liste. Il y a une cohérence entre notre liste et notre programme.

L'Europe des gens, c'est celle reflétée par notre liste avec plus de 50% d'ouvrier.e.s et d'employé.e.s, à l'image de la société française. Nous serons les seuls à faire ce choix !

Suite à la mobilisation, Ian Brossat est invité sur France 2

Finalement, **la chaine a décidé d'inviter la tête de liste du PCF** pour les élections européennes au débat dédié à ce scrutin avec la plupart des autres chefs de file. Des dizaines de milliers d'appels, de mails et un rassemblement prévu pour **défendre le pluralisme démocratique avec pour mot d'ordre «Pas sans nous»** ont fini par payer. France 2 qui ne jugeait pas utile d'inviter le Parti communiste **le 4 avril dans «L'Émission politique»** a fait machine arrière. L'effacement du Parti sur la première chaîne du service public aurait été «une véritable anomalie démocratique», avec plus de trente parlementaires et plus de 7000 élus locaux. «Nous sommes le seul parti de gauche à avoir rejeté tous les traités européens», a ajouté Ian Brossat. «La seule liste du paysage français à inclure dans ses rangs plus de la moitié d'ouvriers et d'employés».
Le « PCF is Back », pour cette occasion la fédération de Loire-Atlantique organise une projection du débat, à partir de 20h30 le jeudi 4 avril au 41 rue des Olivettes à Nantes

Des élu-e-s de combat

En finir avec la construction libérale de l'Union européenne

Le PCF a toujours combattu et combat toujours «le modèle européen», la construction capitaliste de l'UE, incarnés par les traités en vigueur ! Dix ans après l'éclatement de la crise du capitalisme à laquelle les classes dirigeantes européennes n'ont répondu que par le renforcement des politiques libérales, l'emploi est en miettes dans l'UE. L'UE concentre 10 millions de pauvres en plus depuis 10 ans. Dans le même temps 176 milliards de dollars de dividendes ont été distribués en Europe au 2e trimestre 2018, ce qui représente une hausse de 19% par rapport à 2017. La Banque centrale européenne a versé 3000 milliards d'euros aux banques et aux marchés financiers sans aucune contrepartie depuis 2010. L'évasion et l'optimisation fiscale représentent 1000 milliards d'euros chaque année. Elles coûtent 2000 euros par an et par français.
La liste conduite par Ian Brossat entend se battre contre le chantage imposé aux peuples: soit la poursuite du corset austéritaire, soit l'éclatement du continent dans des ensembles rivaux et concurrents. Face à la montée de l'extrême droite et des courants xénophobes et autoritaires les communistes estiment qu'il y a urgence à ouvrir des brèches dans la construction libérale de l'UE et faire émerger une autre vision de la coopération entre les peuples et les nations d'Europe, et défendre des mesures contraires à la logique libérale des traités européens.

Carnet de campagne

La campagne pour les européennes est lancée, Ian Brossat sillonne la France.
En Loire-Atlantique, les militants communistes se mobilisent pour populariser la liste et les propositions du PCF pour une autre Europe. Affichage, tractage, meeting… la campagne c'est parti !
Du matériel de campagne est disponible à la Fédération de Loire-Atlantique du PCF (41 rue des olivettes - Nantes) et les sections organisent des initiatives sur tout le territoire, n'hésitez pas à vous rapprocher des militants de votre territoire pour mener campagne.

Dans l'agenda

- 4 avril 2019 - 20h30
Projection à la fédération de Loire-Atlantique du PCF de « l'émission politique » en présence de Ian Brossat.

- 11 avril 2019 - 19h00
Meeting de Ian Brossat à Nantes
En présence d'acteurs du monde social et syndical et des deux candidats de Loire-Atlantique qui seront présents sur la liste des européennes : Pascal Pontac et Yves Devedec, Au Lieu Unique (Foyer haut)

- 11 et 12 mai
La Fête des Nouvelles à l'heure de la campagne, débat en présence des candidats du département et grand meeting en présence de Fabien Roussel, secrétaire national du PCF et de Marie-Hélène Boulard, Ouvrière textile pendant 43 ans et figure du documentaire « Merci Patron ! ».

Les parlementaires PCF / Front de Gauche au sein du groupe de la Gauche Unitaire Européenne /Gauche Verte Nordique (GUE/NGL)

Lors des dernières élections européennes en 2014, 3 député-es ont été élus sur les listes Front de Gauche : Patrick Le Hyaric (PCF), Marie- Christine Vergiat et Jean-Luc Mélenchon (PG). En juillet 2017, suite à l'élection de Jean-Luc Mélenchon au niveau national, Marie-Pierre Vieu (PCF) devient députée européenne.
Au niveau européen, le groupe GUE-NGL compte 52 députés de 14 pays différents à l'issue du scrutin de 2014. Le groupe GUE-NGL est le seul groupe du Parlement à lutter constamment contre les plans d'austérité, les politiques macroéconomiques et ultra-libérales de l'UE, et à prôner l'idée d'une autre Europe respectueuse des peuples.

Des élu-e-s de combat

Tout au long de leur mandat les trois élus français du groupe GUE-NGL, avec leurs homologues des autres pays, ont été les porte-paroles du mouvement social et de la gauche de transformation sociale au sein de l'institution européenne. Ils se sont battus contre toutes les mesures austéritaires, clés de voute des politiques économiques et sociales de l'Europe.
La GUE-NGL aura été, au cours du dernier mandat, le seul groupe à avoir constamment voté contre les plans d'austérités et la casse des services publics.

Le dogme libéral du libre-échange et de la concurrence à tout-va porté à l'échelle européenne (comme en France) est un échec : pas de sortie de crise pour les milieux populaires, perte de débouchés en matière d'emplois, non respect des normes internationales (comme pour l'accueil des migrants) sans parler des défis en termes environnementaux laissés sans réponses…
Les trois élus français n'ont cessé de pointer du doigt les contradictions d'un système qui peine de plus en plus à se survivre.

"L'expérience montre à cet égard que, même minoritaires, des parlementaires déterminés à prendre appui sur des mobilisations populaires suffisantes, peuvent remporter des victoires spectaculaires",

Francis Wurtz, député européen honoraire.

Dans la dernière période, sur les questions d'évasion et d'optimisation fiscale, où la Commission, tout en soulevant ces questions face aux divers scandales type Panama Papers (on estime à 1000 milliards d'euros les pertes pour les États de l'UE), a été incapable de faire respecter les règles dont elle s'est elle même dotée, ils soutenaient au contrair lasortie de l'institutionnalisation de la concurrence fiscale entre Etats qui est en grande partie due à l'action de la Commission elle-même.

Véritables lanceurs d'alertes face à des institutions souvent volontairement opaques (tout particulièrement au niveau de la Commission ou du Conseil représentant les Etats Membres), ils ont fait connaître et popularisé les mauvais coups. Ils ont permis, entre autre, par leur travail, de décrypter le projet européen actuel que ce soit en termes de libre échange (c'est le cas du travail de Patrick Le Hyaric sur le TAFTA et le CETA par exemple), sur les questions de droits de l'Homme ou de migrations (voir le travail de Marie-Christine Vergiat) ou sur la question des services publics (voir le travail de Marie-Pierre Vieu).

ENTRE AUTRE...

Par leur travail parlementaire :

- ils ont permis la remise en place du fond européen d'aide aux plus démunis
- travaillé et obtenu la pérennisation de la garantie jeunesse
- ils font voter un rapport demandant une adoption rapide de la convention de l'organisation internationale du travail sur le travail forcé
- Sur le dossier des travailleurs détachés ils ont défendu une égalité complète des droits entre détachés et locaux
- Ils ont porté et défendu une résolution pour la reconnaissance de la Palestine
- Ils ont été mobilisé sur les questions de droit de l'Homme (migrants)
- Ils sont intervenus contre divers plans sociaux et pour l'aide à l'élaborati!on d'alternatives industrielles
- Ils ont défendu par leur travail le service public national du rail
- Ils ont soutenu les combats contre la concession des barrages hydrauliques
- soutenu l'agriculture et les revenus paysans
- milité pour la mise en place d'un taxe sur les transactions financières
- ...

Les 10 propositions du PCF

Notre pays vit, depuis des mois, au rythme d'une colère sans précédent. Cette colère vient des « gilets jaunes », des salariés en lutte pour leurs rémunérations ou la défense de leurs entreprises menacées de fermeture, de travailleurs de la santé ou agents des services publics, des retraités, des personnels de la justice, des privés d'emploi et des précaires. Ils se battent contre une politique qui n'a cessé de favoriser les plus fortunés, les actionnaires et la finance.

M. Macron et son gouvernement en supprimant l'ISF, en instaurant une « Flat Tax » favorable aux grandes sociétés en distribuent des dizaines de milliards sans condition ni contrepartie aux entreprises via leur CICE a grandement favorisé les plus riches. Le gel du SMIC et des salaires ainsi que la baisse les pensions de nos retraités sont venus accroitre des inégalités déjà très fortes dans notre pays. Dans le « nouveau monde » macronien, les petits paient pour les gros …

Mais trop c'est trop ! Parce que l'histoire a fait de la France le pays des droits de l'Homme, celui d'une République attachée à ses valeurs de justice, de liberté, d'égalité, de fraternité, de laïcité, un pays rebelle aux inégalités, c'est par centaines de milliers que des hommes et des femmes ont voulu dire stop. Avec, jusqu'à aujourd'hui, le soutien d'une majorité absolue de l'opinion.

Devant ce mouvement social multiforme, le « président des riches » a bien changé de ton. Il a dû faire quelques concessions, en cherchant toutefois à ne pas remettre en cause ses dogmes libéraux. Et il a ouvert un grand débat national, qui n'était pas inscrit dans sa feuille de route.

Pour le Parti Communiste face à un pouvoir qui ne renonce en rien à sa doctrine libérale, faire émerger des propositions concrètes, c'est l'objectif, des 10 grandes propositions pour l'avenir de la France.

POUR UNE VIE DIGNE ET ÉPANOUIE

1 Hausser le Smic (20%), augmenter les salaires et les minima sociaux. Contraindre les entreprises à l'égalité professionnelle femmes-hommes. Porter les retraites à 1400 euros minimum

La France est devenue un pays de bas salaires et de contrats précaires. Les femmes en sont les premières victimes. Et trop de jeunes se débattent avec des petits boulots sous-payés. Il est temps que l'État réunisse une conférence nationale pour les salaires, la reconnaissance des qualifications, l'égalité salariale entre les femmes et les hommes, le pouvoir d'achat des retraités.

2 Organiser un plan de lutte contre l'exclusion et la grande pauvreté. Rembourser les soins à 100%, indexer les retraites sur le salaire moyen

A la Libération, dans un pays dévasté, les Français ont conquis la Sécurité sociale et cela a contribué au redressement national. Aujourd'hui, quand quelques actionnaires et banquiers confisquent les richesses, la Sécu peut être consolidée et étendue. Et le système solidaire de retraites, fondé sur la répartition, doit être pérennisé et garanti.

POUR LA RELANCE ET POUR L'ÉGALITÉ

3 Lancer un grand plan d'urgence pour la reconstruction des services publics

Éducation Nationale, hôpitaux, transports, petite enfance, énergie... : les services publics ne sont pas une « charge » mais un investissement pour l'avenir. Il faut en finir avec le dogme de la libre concurrence qui les détruit et fait de beaucoup de nos territoires des déserts. Il est urgent de les reconstruire au plus près des citoyens, et de recruter massivement des agents pour les faire fonctionner.

4 Nationaliser une grande banque privée, au service de l'emploi, de la renaissance industrielle, de la transition écologique

Les banques financent massivement la spéculation, les délocalisations, l'évasion fiscale, les investissements polluants. Les crédits doivent au contraire aller, avec des taux très bas, aux investissements qui créent des richesses et des emplois, qui développent les biens communs. La nationalisation d'une grande banque privée serait un levier important en ce sens.

POUR LA PLANÈTE ET LE CLIMAT

5 Prioriser les transports collectifs publics, avec extension de la gratuité pour les transports locaux. Doubler la part du fret ferroviaire, contre le tout-route

La production et les services doivent donc être réorientés vers un développement social et écologique. Cela passe par une effective priorité aux transports collectifs publics, décarbonés et accessibles à toutes et tous. Il faut en finir avec les politiques qui encouragent le transport routier au détriment de l'exigence écologique.

6 Rénover énergétiquement un million de logements et les bâtiments publics

Pour lutter contre le dérèglement climatique, il ne suffit pas de signer les accords de Paris puis de passer à autre chose. Il faut s'en donner les moyens. Une grande politique publique en faveur de la rénovation énergétique des logements et établissements publics serait une première avancée. Ce serait aussi un levier pour l'emploi et la relance de l'économie.

POUR LA JUSTICE FISCALE

7 Supprimer la TVA sur les produits de première nécessité, rendre l'impôt plus juste et progressif

Les impôts non progressifs (TVA, TICPE, CSG) représentent 67% des recettes fiscales. Les petits paient plus que les gros. Il faut les supprimer (TVA sur les produits de première nécessité) ou les abaisser fortement. L'impôt sur le revenu doit être calculé sur 9 tranches (contre 5 actuellement). L'impôt sur les sociétés doit devenir plus progressif, et être modulé selon les politiques d'emploi et d'investissement des entreprises.

8 Rétablir l'ISF, taxer les dividendes. Atteindre le zéro fraude fiscale. Supprimer le CICE et réorienter cet argent vers les PME et TPE

Une redistribution juste et efficace des richesses, c'est possible. En rétablissant l'ISF (4 milliards d'euros), en taxant les revenus purement financiers des entreprises et des banques (47 milliards), en agissant enfin contre l'évasion fiscale (80 milliards). Le CICE, qui ne crée pas d'emplois et est accaparé par les actionnaires, doit être supprimé et son montant (40 milliards en 2019) affecté à des prêts aux PME et entreprises qui investissent et créent des emplois.

POUR L'INTERVENTION CITOYENNE

9 Rendre le pouvoir au Parlement contre la monarchie présidentielle. Instaurer un référendum d'initiative populaire. Mettre en place des pouvoirs décisionnels des salariés à l'entreprise

Les citoyens veulent pouvoir décider. Diminuer les pouvoirs présidentiels, c'est doter le Parlement de nouveaux pouvoirs pour représenter mieux le peuple, et c'est aussi restituer aux collectivités locales les moyens d'agir. 500 000 électeurs doivent pouvoir faire soumettre à référendum des lois sur l'organisation des pouvoirs publics ou la politique économique et sociale. Les salariés ont besoin de nouveaux moyens d'intervention sur les choix des entreprises, à commencer par un droit de veto et de contre-propositions face aux plans de licenciements.

EN FINIR AVEC L'AUSTÉRITÉ

10 Sortir du pacte budgétaire européen : priorité aux dépenses sociales et écologiques

Les besoins vitaux des peuples et les impératifs écologiques ne peuvent plus être corsetés par un pacte antidémocratique, obsédé par l'équilibre budgétaire à n'importe quel prix et la réduction des dépenses publiques. C'est de coopération pour des dépenses d'avenir, socialement et écologiquement utiles, dont nous avons besoin, avec une Banque centrale européenne finançant a` 0% un fonds européen de développement solidaire.

Les Nouvelles de Loire-Atlantique

Mensuel édité par la Fédération de Loire-Atlantique du Parti Communiste Français

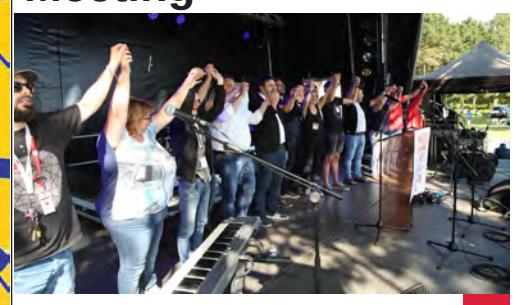
Pour tout Renseignement 02 40 35 03 00 ou redac.nla@orange.fr

Supplément au numéro 1027 — 1er avril 2019 — prix : 0,70 €

La Fête

Demandez le programme 2

Meeting

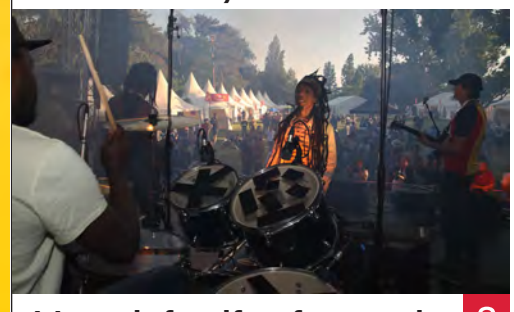


Pour l'Europe des gens 2

Solidarités concrètes

Vente de fruits et légumes 2

Concerts, animations



L'esprit festif et fraternel 3

Jeunesse

Toujours présente ! 8

11 et 12 mai : Fête des Nouvelles

La Fête, le programme

Pendant deux jours :

- Des animations pour les enfants avec : Les rigolades de « La famille pénichiline », « Doudou Mariolo » son orgue de barbarie, ses contes pour petits et grands , une petite ferme, un trampoline, des jeux surdimensionnés…
- Un marché de fruits et legumes de saison à prix coutant
- De nombreux stands associatifs, expositions, librairies
- Des bars et de la restauration pour tous

Samedi 11 mai :

12h : Ouverture de la 42ème édition
14h : Tremplin musical (les futurs talents Nazairiens)
17h : Débat : Grand débat national et après ?
18h30 : **Faubourg** (Spectacle cabaret)
20h : **King Kong orcheztra** (8 cuivres et reprises de Franck Zappa)
21h : **Ash adback** (pop rock)
22h : **Digresk** (rock breton)
23h : **Lane** (rock)

Dimanche 12 mai :

11h : Déambulation musicale avec **Amorica** (jazz manouche et salsa)
11h30 : Rencontre avec Fabien Roussel (Secrétaire National du PCF) et Marie Hélène Bourlard (candidate aux élections européennes)
14h : **Japenapa** (Quartet de jazz)
14h30 : Débat : propositions du PCF pour l'europe
15h : Chorale des **Mystères des voix de garage**
16h : Meeting avec Marie-Hélène Bourlard et Fabien Roussel
17h : **Sanseverino**

Une fête, un journal

Cette année, à n'en pas douter, le printemps sera chaud ! Outre l'éruption sur la scène politique et sociale des gilets jaunes, il y aura, les 11 et 12 mai un espace de liberté, un espace festif, un espace de débats et de construction politique : la Fête des Nouvelles de Loire-Atlantique, LA FÊTE REBELLE ET FRATERNELLE.

Votre mensuel communiste vous donne rendez-vous tout au long du week-end, en famille, entre amis ou entre camarades pour passer un week-end fraternel fait de détente, de découvertes culturelles, de débats...
La Fête des Nouvelles, c'est le lieu d'échanges et de confrontation d'idées politiques au cœur des luttes, au cœur des enjeux sociaux, économiques, où se débattent quelques unes des questions essentielles si l'on veut un véritable changement demain. Il y sera question cette année, élections obligent, de l'Europe et de la liste conduite par Ian Brossat pour l'échéance électorale du 26 mai 2019.

Côté animation, La fête des Nouvelles reste une grande fête familiale et populaire. Déambulations, concerts, expositions, jeux, mini ferme, librairie, spectacles variés, …
Au coeur des solidarités, les militants communistes oganiseront pour la deuxième année, une grande vente solidaire de fruits et légumes à prix coutant.

Et pour que la fête soit toujours aussi populaire, nous avons renouvelé notre choix d'une entrée à prix libre. Mais la fête doit aussi beaucoup à votre solidarité, vous qui chaque année soutenez la fête en prenant notre bon de soutien de 10€.

L'équipe de la fête, comme l'équipe du journal vous attendent donc très nombreux à Saint-Nazaire.
Dès maintenant soutenez la Fête pour qu'elle continue !

Jérôme TURMEAU
Rédacteur en Chef des Nouvelles de Loire-Atlantique

Meeting avec Marie-Hélène Bourlard et Fabien Roussel

Les élections européennes auront lieu dans les pays de l'Union entre le 23 et le 26 mai 2019. En France, ce sera le dimanche 26 mai, deux semaines après la Fête des Nouvelles. A cette occasion, nous recevrons pour le Meeting Marie-Hélène Bourlard et Fabien Roussel.

Marie-Hélène Bourlard, est une militante CGT du textile du Nord de la France et figure du documentaire « Merci Patron ! ». Elle a accepté d'accompagner Ian Brossat, tête de la liste PCF pour les élections européens. En tant que numéro deux de cette liste, elle est donc en position éligible et à ce titre elle pourrait devenir la première ouvrière française à entrer au Parlement Européen.
Marie-Hélène, la lutte, elle connait ! Dans son ancienne usine de costumes haut de gamme elle en a mené plus d'une pour améliorer les conditions de travail ou plus largement lutter contre les délocalisations, défendre les territoires "abandonnés"... Luttes qu'elle entend bien continuer à mener au parlement.

Fabien Roussel, député dans la vingtième circonscription du Nord est le nouveau Secrétaire National du Parti Communiste Français depuis le 25 novembre 2018. Elu de terrain, proche des gens, il connait, lui aussi, de par ses activités militantes et son mandat, les dégâts des politiques néo-libérales sur les territoires.

A eux deux, le secrétaire national, député de terrain, et la militante ouvrière, ils risquent de faire de ce meeting un temps fort de la campagne des européennes dans le département. Ils porteront les propositions de la riche liste conduite par Ian Brossat.

C'est en entendu, les 11 et 12 mai l'autre Europe est à Saint-Nazaire !!!

La fête solidaire

Pour la deuxième année, une vente solidaire de fruits et légumes est organisée sur le site de la fête.

Ces fruits et légumes seront issus de l'agriculture locale et seront vendus à prix coûtant par les militants communistes qui, soutiennent ainsi l'agriculture locale et la consommation de produits de qualité.

Les concerts

Samedi 11 mai - A partir de 18h30

King Kong orcheztra
Ils nous feront l'honneur d'ouvrir la partie musicale de la fête.

"Le King Kong Orchestra" n'est ni une fanfare, ni un groupe de rock. Cet ensemble de 7 musiciens a choisi le répertoire de Frank Zappa, musique orchestrée aux rythmes asymétriques qui puise ses racines dans le blues, le rock, le free jazz…

Ash adback
Groupe de rock français, ce quatuor formé à Vannes en 2016 grâce à la rencontre de musiciens en quête d'un nouveau projet propose un rock français teinté de multiples influences. Foo fighters, Black Rebel Motorcycle Club, Queens of the Stone Age, Noir Désir ou Bashung sont autant d'artistes dont Ash'adBack aime capter l'énergie pour la restituer dans des compositions originales. C'est cette même énergie qui les pousse, à partager leur musique sur les scènes bretonnes, de France et du monde.

Digresk

Déjà dix ans que Digresk enfonce le clou là où ça fait du bien ! Tous les styles, toutes les tendances. Les thèmes traditionnels bretons rencontrent tantôt l'électro, tantôt des riffs rocks. Avec plus de mordant et d'envies, l'énergie communicative se retrouve dans une identité propre à eux : « Trad Électro Rock ». Digresk, c'est aussi et avant tout une musique à danser de haute et basse Bretagne, laissez-vous tenter, voyagez sans préjugés et entrez dans la danse !

LANE
Lane, c'est une histoire de fratries, c'est aussi l'histoire d'une ville résolument rock :Angers.
LANE, pour LOVE AND NOISE EXPERIMENT, c'est le retour de deux des frères Sourice, Pierre-Yves et Eric qui officiaient dans les mythiques THUGS accompagnés de Camille et Etienne Belin des DARIA. Le nouveau groupe ne serait pas complet sans la présence de Felix, fils de Pierre-Yves à la guitare. Nous avons donc à faire, avec LANE, à un mur de trois guitares épaulées par une section rythmique bien décidée à envoyer du bois.

Dimanche 20 mai - A partir de 14h00

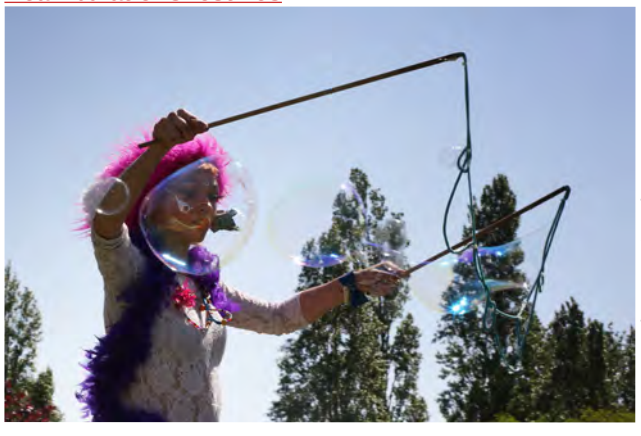
Japenapa (Quartet de jazz)
Quartet Jazz nazairien incontournable, à voir sur scène et sur la fête !

Le Mystère des voix de garage
Cette chorale nantaise puise son répertoire au sein des chants classiques contemporains mais aussi et surtout parmi les chants de lutte du monde entier. Un engagement franc-tireur de tous les instants animé par des convictions très affirmées. Etonnant !

SANSEVERINO
Est-il encore utile de présenter SANSEVERINO ?
Il jouera sur la fête des Nouvelles son 12ème album, The BeBer Project, vol. 1, première pierre de son édifice discographique en hommage à François Béranger (1937-2003). Il y chante en solo en s'accompagnant à la guitare. Cette formule dépouillée sert à merveille la princesse de la rue qu'est la chanson de Béranger. De sa voix rugueuse, le titi parisien met en lumière le blues et le folk qui irriguent le répertoire de Béranger.
Sans nul artifice, avec le seul feu de la conviction et du talent, sa gouaille fraternelle swingue à la gloire des gueux et des gueuses.

Animations, déambulations, spectacle

Déambulations festives



La famille "Pénichilline" pour les petits et tous ceux qui aiment jouer. Retrouvez tout au long du week-end les jeux et animations, déguisements, photos instantanées, spectacles de clowns sculptures sur ballons... **Pénichilline** c'est le fruit d'une amitié entre des colocataires aux compétences artistiques différentes. **Leurs multiples talents raviront les enfants mais pas seulement !**

De la culture et des livres
La fête c'est aussi des livres !

Le stand des livres vous proposera tout le weekend **des ouvrages d'économie, de philosophie, de politique, des essais, des livres pour enfants...** propres à rassasier votre envie de savoir.
Mais aussi, des romans, des bandes dessinées et des livres pour enfants...

Le village associatif
Droit des femmes, paix, solidarité avec la Palestine… **nombre d'associations du tissu nazairien seront présentes sur la Fête**. Sur deux jours le parc paysager de Saint-Nazaire sera le cœur de l'énergie militante et associative.

Orgue de barbarie
Doudou Mariolo tourne la manivelle et enchante la fête. Venez noumbreux écouter ses contes pour enfants, quelque soit votre âge !

La table nazairienne
Oubliez les palaces parisiens étoilés, les étoiles, les vraies, brilleront à Saint-Nazaire !
La meilleure restauration s'offrira à vos papilles, mets locaux, vins et bières d'exception, vous cherchez une table en famille ou entre amoureux, **les bénévoles et militants communistes vous attendent sur les stands de leur section pour vous sustanter !!!**

Danse et déambulation musicale
Le dimanche après midi, c'est le groupe Amorica et latino qui animera la Fête de son swing jazz manouche !

La ferme de la fête
Encore une fois la petite ferme d'Herbauges nous fera l'honneur de sa présence sur la fête où vous pourrez découvrir des animaux de la ferme. Dimanche toute la journée.

De nombreux jeux pour les enfants
Un trampoline et des jeux surdimensionnés seront également sur le fête pour passer un week-end de folie.

MOUVEMENT JEUNES COMMUNISTES DE FRANCE

La jeunesse présente sur la fête

Le parc paysager de Saint-Nazaire va de nouveau acueillir la fête populaire du journal communiste du département. Présente sur cette fête des Nouvelles, la fédération de Loire-Atlantique des Jeunes Communistes se chargera de faire entendre la voix de la jeunesse révolutionnaire.

Comme chaque année, la « JC » tiendra un stand festif et politique, l'occasion de faire connaître et de renforcer les luttes auxquelles la première organisation politique de jeunesse française prend part. Réforme de l'accès à l'université, mobilisation lycéenne avec « Marche pour le climat », solidarité avec le peuple palestinien, luttes contre la casse du service public… les combats ne manquent pas et les Jeunes Communistes ligérien-nes sont sur tous les fronts, faisant de la solidarité et de l'internationalisme leur moteur.

Mais pour mener ces luttes à bien, la JC 44 n'oublie pas l'importance de moments fraternels et conviviaux comme seule une fête populaire peut apporter. Cette année encore d'avantage la fête des Nouvelles est la fête « rebelle et fraternelle ». « Rebelle » par les idées politiques qui sont échangées durant le week-end, ces débats sont nécessaires pour ceux qui veulent le progrès social en France, notamment dans cette période où il est nécessaire de réaffirmer certaines valeurs devant toutes les attaques en règle du gouvernement contre les systèmes de solidarité qui existent en France, allant de la hausse de la CSG pour les retraités à la baisse de 5€ d'APL pour les plus précaires, quand les plus fortunés voient leurs yachts exonérés d'ISF. Toutes ces mesures qui détricotent minutieusement les conquêtes sociales françaises, nous démontrent une nouvelle fois la réalité de la lutte des classes.

« Fraternelle » aussi car la fête des Nouvelles propose plusieurs activités pour tous et accessibles en famille , la mini-ferme, une scène musicale très variée, et la vente solidaire de fruits et légumes, sans oublier les stands de restauration et de boissons.

Aussi afin de faire vivre et connaître leur organisation, les Jeunes communistes proposeront bières, et shooters en plus d'informations politiques. Enfin, soucieux de sensibiliser le plus grand nombre aux discriminations, les camarades seront à votre disposition pour vous informer. La jeunesse, organisée et révolutionnaire, vous donne rendez-vous sur la fête !

Au coeur des luttes et de la campagne des européennes

Chaque année, la fête des Nouvelles donne à voir les mobilisations et l'actualité sociale locale et nationale.

Cette année, le traditionnel débat du samedi sera consacré **au mouvement des gilets jaunes et aux suites politiques à donner après le grand débat initié par la majorité présidentielle**. Seront invités des acteurs locaux de ce mouvement ainsi que des syndicalistes qui luttent depuis des semaines afin de peser sur le gouvernement afin qu'il entende les demandes sociales qui s'expriment dans le pays. Inegalités sociales, répartition des richesses, fraude fiscale, cadeaux fiscaux, salaires, retraites... les griefs ne manquent pas contre un gouvernement qui a choisi son camp.

C'est toutes ces questions sociales, celles des revendications des gilets jaunes et des militants syndicaux qui seront misent en débats. Quelles convergences sont possibles et sur quelles revendications ? Quelles sont les mesures qu'ils souhaiteraient voire prises urgemment ? Qu'attendent-ils des élus de nos teritoires... Autant de questions qui seront débattues.

Le dimanche, le temps des débats sera consacré aux européennes et aux propositions de la liste conduite par Ian Brossat. Autour de la table les deux invités de la Fête : Marie-Hélène Bourlard, candidate et aussi Fabien Roussel secrétaire national du PCF. Ils seront accompagnés des candicats locaux du PCF à ces élections : Yves Devedec, salarié Airbus et Pascal Pontac, grutier du port Nantes-St Nazaire et responsable syndical des ports et docks.

Pour que la fête vive

La Fête des Nouvelles est une fête avant tout militante et nous avons besoin de vous pour la faire vivre. **Les questions financières sont au coeur de la bataille, c'est pourquoi nous vous proposons le bon de soutien afin de contribuer à cet évènement culturel que nous voulons accessible à toutes et à tous.**
Cette fête familiale et populaire mêlant concerts, théâtre, animation pour enfants, expositions, meetings et débats politiques ne serait rien sans l'engagement des nombreux bénévoles qui lui donnent vie, comme elle ne serait rien sans votre soutien. Lieu d'échanges et de confrontation d'idées politiques, au coeur des luttes, au coeur des enjeux sociaux et économiques, on y débat sur les questions essentielles et sur les véritables changements à conduire.
Nous vous invitons à prendre votre bon de soutien à la fête auprès des différentes sections ou de la fédération du PCF.

«Nouvelles de Loire-Atlantique»
Directeur de la Publication : Jérome TURMEAU
Commission paritaire : N°0320 P 11519
Imprimerie : IMPRAM Lannion
Composition : Clément CHEBANIER
Responsable de la rédaction : Jérôme TURMEAU
NLA 41 rue des Olivettes - 44 000 Nantes Tél : 02 40 35 03 00
Fax : 02 40 48 56 36 E-mail : redac.nla@orange.fr
Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :
Pedro MAIA
Véronique MAHE
Credit Photo : Patrice MOREL
(Que la rédaction remercie chaque année d'être sur la Fête)

Imprimé sur du papier fabriqué dans l'Union Européenne (France, Allemagne, Belgique…) référencé EU Ecolabel
Papier certifié FSC et PEFC composé de fibres 100% recyclées
Eutrophisation : Ptot 0,009 kg/tonne

Soutenir et s'abonner aux Nouvelles de Loire-Atlantique

Parce qu'un journal, c'est un lien entre ceux qui l'écrivent et ceux qui le lisent, parce que les Nouvelles de Loire-Atlantique ont un positionnement original et unique parmi la presse départementale, parce que ce lien, cet apport doit perdurer pour faire vivre la parole singulière qui est celle de votre journal, pour donner la parole aux acteurs des mouvements sociaux, associatifs, progressistes, pour un regard critique sur l'actualité, soutenez et abonnez-vous aux Nouvelles de Loire-Atlantique.

NOM :……PRENOM :……

ADRESSE :……

TEL:…… EMAIL:……

❒ Je m'abonne pour un an et verse un chèque de 20 euros
❒ Je soutiens les Nouvelles de Loire-Atlantique à hauteur de ……€

Chèque à l'ordre de PCF44
A renvoyer à NLA - Bulletin d'abonnement, 41 rue des olivettes, 44000 NANTES

19 mars : Une manifestation intersyndicale de combat

Salariés, fonctionnaires et jeunes étaient dans la rue mardi 19 mars dernier à Nantes et Saint-Nazaire à l'appel d'une intersyndicale CGT-SUD-FSU-FO pour s'opposer à la dernière série de réformes mortifères du gouvernement d'Edouard Philippe. **Parmi celles-ci, la suppression annoncée de 120 000 postes de fonctionnaires d'Etat ou territoriaux était évidemment très combattue.** Les enseignants étaient particulièrement nombreux à s'opposer à la nouvelle loi dite de l'école de la confiance (voir par ailleurs).

À Nantes, plus de 6 000 personnes ont défilé pacifiquement du centre-ville jusqu'aux machines de l'Île. Gageons que cette unité dans la rue se renforce et débouche sur des luttes communes dans les entreprises pour obtenir des avancées dans le domaine des salaires et des conditions de travail.

Le social au cœur

Entretien avec Céline Michaud, gilet jaune à Saint-Nazaire

NLA : Après 4 mois d'actions, quelle analyse et quel bilan tirez-vous de ce mouvement social ? Pour vous, quelle est la différence entre cette expérience nouvelle et un éventuel engagement militant antérieur ?

Céline Michaud : Jusqu'à présent, mon militantisme était beaucoup plus ponctuel : associatif avec Femmes Solidaires ou dans des luttes contre des réformes de l'enseignement, mais à vrai dire, j'étais un peu dépitée, pensant que les gens n'étaient plus réellement prêts à se mobiliser. J'ai observé les deux premières semaines depuis mon canapé étant également très perplexe face à l'indépendance annoncée par rapport aux différents partis politiques. Puis, il y a eu à Saint Nazaire la prise d'un lieu « La Maison du Peuple », source de commentaires divers et variés, j'ai été curieuse de me faire ma propre opinion. La veille de l'acte III, j'ai donc poussé les portes de la MDP. J'ai découvert à quel point il est déstabilisant de mettre en pratique nos idées mais il y a un vrai travail en commun. Nous travaillons, nous luttons, résistons à tellement de pressions diverses et variées. Nous avons régulièrement des blessés, certains grièvement, des arrestations, garde à vue, jugements, emprisonnements... Nous menons d'une part une action d'opposition, de lutte, face au pouvoir et surtout au système économique et financier en place ; d'autre part nous nous informons beaucoup et mettons en place des propositions alternatives. C'est aussi tout ce travail qui me passionne. Il est là l'espoir réel ! Le mouvement a connu un virage, il y a quelques semaines, en s'inscrivant dans la durée. Je n'ai jamais rencontré une telle solidarité, une telle fraternité avec des personnes que je n'aurai jamais croisé dans mon quotidien et je les remercie énormément de tout ce qu'ils m'apportent. On en sortira obligatoirement différents et grandis. Il y aura un avant et un après, incontestablement !

NLA : Nous sortons de 3 mois de concertation dans le cadre du grand débat. Avez-vous participé à certains d'entre eux et quel est votre sentiment face à ces initiatives ?

C M : La réponse du Président n'en était pas une dès le départ. On lui demande d'écouter, il nous demande de répondre à ses questions...tout en annonçant qu'il ne touchera pas à l'ISF et qu'il ne changera pas sa politique. Lorsque je lis « Parmi les dépenses de l'Etat et des collectivités territoriales, dans quels domaines faut-il faire avant tout des économies ? » ... clairement, on demande aux citoyens s'ils veulent sacrifier la santé, l'éducation, le logement... C'est complètement hallucinant ! Les économies sont à faire sur les cadeaux faits aux grandes entreprises comme le CICE par exemple. D'autre part, si la fiscalité était juste et respectée, il y aurait plus d'argent dans les caisses de l'Etat. Je respecte vraiment ceux qui ont pris la peine d'y participer mais je n'attends rien d'Emmanuel Macron. Le mot « Grand Débat » a été galvaudé. Il s'agissait de réunions sur invitation de responsables associatifs, de personnes ayant déjà un accès facilité à l'expression. Il faut vraiment être sourd ou ne pas avoir envie d'entendre pour ne pas comprendre ce que demandent les milliers de gens dans la rue chaque samedi.

NLA : Le mouvement des gilets jaunes pouvait apparaître comme très apolitique au départ, avec une forme très citoyenne. Personnellement, croyez-vous encore aux partis politiques et qu'en attendez-vous notamment dans les échéances à venir ?

C M : Le mouvement des Gilets Jaunes est réellement apolitique. Il réunit des personnes de tout horizon et nombre d'entre eux ne croient plus à la politique ou pensaient ne pas s'y intéresser du tout. Mais ce que nous faisons au quotidien, c'est de la politique bien sûr ! Nous nous apercevons clairement que nous ne pouvons pas faire confiance aux élus de gauche ou de droite qui se sont succédés. Quelle différence ça fait finalement que l'on vote pour l'un ou l'autre ? La force des Gilets Jaunes est de se préserver de tout ça. Pour ma part, je ne souhaite pas de représentant. Nous devons agir à partir de la base et de façon horizontale. Cela prend du temps, mais ce sera la seule manière efficace à terme. Nous devons exiger une réelle représentation du peuple dans l'hémicycle pour commencer. Ce n'est pas du tout le cas à l'heure actuelle. Seuls des salariés peuvent se préoccuper des problématiques rencontrées par d'autres salariés, pas des nantis.

NLA : Pour vous, quelles sont les urgences sociales et politiques à prioriser en termes de démocratie, de partage des richesses ?

C M : Le partage des richesses permettrait de régler bon nombre d'urgences. Le problème relève d'un enrichissement extrême et démesuré de certains, et ce quel qu'en soit le prix à payer pour le peuple et pour la planète. Certains ont complètement perdu la tête. Il ne s'agit même plus d'enrichissement personnel ! Ils ne parviendront même pas à dépenser ce qu'ils engrangent. Il s'agit de revenir à des notions de bon sens. Cet enrichissement coexiste avec une culpabilisation permanente des citoyens qui gagnent peu. C'est à eux de faire l'effort, c'est à eux que l'on reprend 5 € d'APL.. Les urgences sont malheureusement nombreuses puisqu'on laisse la situation se dégrader depuis des décennies. C'est également à nous en tant que citoyens, de prendre les choses en main à notre échelle. Le RIC a été la première idée au début du mouvement. Il pourrait permettre au peuple de se réapproprier un peu sa propre gestion. Quant aux dangers, à l'heure actuelle je crois plus dans le peuple que dans ses élus, mes craintes sont donc limitées. C'est en allant encore plus loin dans la gouvernance du peuple par le peuple que les choses changeront réellement ! Tout est encore à inventer !

Fabrice Thomas - 66 ans - Militant communiste

NLA : Quel était ton sentiment vis-à-vis de l'engagement politique et syndical avant l'apparition du mouvement des Gilets Jaunes ?

Fabrice Thomas : J'avais un problème, depuis quelque temps, au vu de la division catastrophique aussi bien dans le domaine syndical que politique. Ma motivation militante s'est effritée au fur et à mesure des manifestations qui ne pouvaient même plus nous garantir le maintien de nos acquis obtenus chèrement suite à des années de luttes. Comment faire pour stopper cette dégringolade ? En fait on peut imaginer le processus ainsi : les partis politiques se sont engouffrés sur le chemin du pouvoir, ce qui est normal. Mais on finit par s'embourber, on ne peut plus avancer. Le plus grave, c'est que ce sont les partis démocratiques qui patinent. Personnellement ce qui m'inquiète énormément, c'est qu'il en a un particulièrement dangereux qui profite de la situation et du « tous les mêmes ».

NLA : Après l'acte 19 du mouvement, comment perçois-tu l'avenir de cette lutte ?

F T : Alors quand le mouvement des gilets jaunes apparaît, l'espoir renaît pour moi. Le peuple a compris qu'on se moque de lui et qu'on le mène par le bout du nez avec une injustice sociale et fiscale sans précédent. Cela peut faire mal à ce gouvernement manipulé par le patronat et dominé par une oligarchie qui se cache de moins en moins. Par contre, je me suis vite aperçu que ce n'est pas si simple vu le manque d'organisation et le travail nécessaire pour structurer. Beaucoup de mes collègues gilets jaunes actifs pensent également que c'est une nécessité. Maintenant, le mouvement des gilets jaunes restera le fer de lance de la contestation. Quelques syndicats et partis politiques commencent à nous rejoindre, prudemment au départ, mais le lien existe.

NLA : Tu parles d'une motivation dégradée au début de cette interview, mais nos échanges laissent plutôt apparaître une envie de luttes. Comment expliques-tu cette évolution ?

F T : Je découvre toute la richesse de l'échange avec les gilets jaunes dans des débats quelque-fois houleux, des idées parfois novatrices dans un système de démocratie directe qui fonctionne à merveille. Ce qui est également enrichissant, c'est la rencontre avec des personnes avec des idées politiques diverses. Ces discussions me donnent les arguments nécessaires pour faire connaître mes idées et mes ambitions politiques que je ne suis, d'ailleurs, pas seul à porter au sein du mouvement. J'aime le dicton « N'insiste pas forcément pour convaincre, mais donne à réfléchir ».

Loi Blanquer : l'école républicaine sous la menace

Une réforme pour quoi ?

Les enseignants ont été nombreux dans la rue le 19 mars dernier pour réagir à ce qui s'apparente à une nouvelle attaque contre l'Education Nationale. Une fois de plus, un ministre de l'Education Nationale de la droite, ici Jean-Michel Blanquer, lance un projet de loi accentuant une vision élitiste et autoritaire de l'école. Si l'attention médiatique s'est concentrée sur la question de la Marseillaise en classe, les dégâts semblent bien plus importants. La mise en place d'écoles dites « du socle » permettre de regrouper des classes de la maternelle au collège. Ainsi une école à deux vitesses se développera, au détriment des zones rurales et périurbaines, traditionnellement les premières touchées par la fermeture des services publics. Le plan est si bien rodé qu'on le devine de loin : face aux carences du secteur public, rendu inopérant par des années de casse, les parents inquiets pour l'avenir de leurs enfants se tourneront vers un marché privé de l'éducation en pleine expansion. Les enseignants verront également leur métier dévalorisé. La précarisation des enseignants est tellle que les apprentis sorciers macronistes ouvrent même la possibilité aux assistants d'éducation (les fameux surveillants) de remplacer des professeurs absents et ce, sans en partager le statut, le salaire ou la formation. Mais la réforme Blanquer, qui introduit la possibilité de sanctionner les enseignants critiquant l'institution scolaire, laisse peu de place à la contestation ou à la liberté d'expression. Fini l'école égalitaire et émancipatrice, dorénavant les enseignants, réduits au rôle d'exécutants, devront s'assurer que les élèves répondent aux critères de compatibilité avec le monde du patronat, patron de l'entreprise. Pour le ministre Blanquer, soucieux de rassurer la bourgeoisie conservatrice, l'école autoritaire faisant le tri entre les élèves en fonction de leurs origines sociales semble être plus qu'une mode, mais bien un modèle.

L'émancipation, c'est notre projet

Pour répondre aux besoins en force de travail de la bourgeoisie, l'école forme des futurs travailleurs. Face à cette vision utilitariste et cynique, les communistes défendent un modèle scolaire émancipateur, plaçant l'épanouissement de l'élève en tant qu'individu en avant. Cette école de l'égalité ne peut pas exister sans une protection des enseignants et de leur liberté pédagogique. Elle doit donner les moyens aux élèves de réussir à s'épanouir, quel que soit leurs parcours ou leurs origines sociales. Le marché du privé, incapable de répondre aux besoins fondamentaux de l'humanité, ne répondra pas non plus à la question de l'échec scolaire et des inégalités croissantes.

130ème Huma-café du 5 avril 2019

Olivier Dartigolles : « Délitement du pacte social et mise sous tutelle des outils démocratiques: les deux faces d'une mutation programmée »

En France, les pauvres sont de plus en plus pauvres et de plus en plus nombreux. Quelle réalité se cache derrière les chiffres et les formules ironiques et méprisantes du président de la république ? Sur quelles supercheries s'appuie l'entreprise néolibérale de démolition de notre pacte social ?

Olivier Dartigolles est porte-parole du Parti Communiste Français et conseiller municipal de Pau. **Quelques mois après la rédaction de son livre « Macron, entreprise de démolition », nous lui demanderons quelle est sa vision de la France d'aujourd'hui.**

Culture, idées, sciences

Cinéma

Un petit tour de rond-point, pour mettre les pendules à l'heure sur « les gilets jaunes ».

« je veux du soleil », le dernier film de Gilles Perret « La sociale » et François Ruffin « Merci patron », tourné en six jours dans un road-movie des ronds-points, **doit devenir dés la première semaine d'Avril, un évènement cinématographique dans toute la France. Pourquoi ?**

Parce que pour convaincre les multiplexes de le programmer, il faut que le nombre d'entrées soit conséquent.
Près de 10 000 personnes l'ont déjà vu en avant-première. A Nantes, le 22 mars, en quatre séances, de 14h à 20h45, 600 personnes ont rempli les salles. Du jamais vu au Concorde !

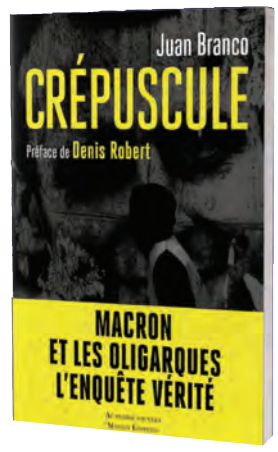
Ce film va affronter une censure multiple, des salles, des médias, des autorités, sous formes diverses. Le silence, le mépris, des interdits sous prétexte de crainte de débordements…
Cette bataille qui s'engage, comptera dans le rapport de force des semaines à venir. Pour faire reculer les calomnies, il faut donner à voir une image réelle de ce mouvement historique, face à la sauvagerie macronienne.

Les médias dominants, particulièrement les télévisions abreuvent le public de reportages « à charge », stigmatisant toujours plus, un mouvement dont on ne veut retenir que les excès et les caricatures.
Les deux réalisateurs ont choisi de partir des racines du mouvement, en laissant parler toutes celles et tous ceux qui veulent passer de « la honte à la colère », et ça prend aux tripes.
L'authenticité de ces vies mutilées par les formes diverses d'exploitation de cette société capitaliste, version Macron, réveille en nous émotions et espoirs.

A partir du 3 avril au Concorde...

« Ils ne sont pas corrompus, ils sont la corruption »

« Les hommes font leur histoire, mais ils ne savent pas l'histoire qu'ils font » écrivait Marx . Aujourd'hui, qui dirait que nous avons une claire conscience de ce que nous avons vécu depuis les élections de 2017 et les effondrements qui ont suivi ?
C'est pourquoi quand l'occasion nous est donnée d'avoir des éléments du « dessous des cartes », il ne faut pas les refuser, surtout quand il s'agit de mieux connaître les rouages du pouvoir des oligarques qui nous dominent.



Denis Robert (le lanceur d'alerte de l'affaire Clearstream) lit la version numérique de « crépuscule ». il juge alors que publier ce texte est un acte citoyen :
« Ce livre s'inscrit dans la tradition littéraire française des réquisitoires politiques. Sous la plume enflammée d'un jeune homme de vingt neuf ans (Juan Branco), formé pour intégrer les élites, mais croyant encore en la République, il dénonce et expose les preuves d'une captation de la démocratie par des oligarques puissants, en faveur d'intérêts de caste...comment le président Macron en fut à la fois la créature et l'instrument.
Crépuscule nous éclaire– c'est son paradoxe– sur la face obscure de ce pouvoir déliquescent. C'est d'abord un exercice de lucidité. »

« Ce livre est différent de ce qui s'édite et se lit usuellement sur Macron. Son auteur assume pleinement et courageusement une forme de « trahison »..
Juan est un jeune bourgeois qui rompt avec sa classe, ses maitres, ses collègues de Normale Sup et de Sciences Po. Premier conseiller d'Aurélie Filippetti, avant qu'elle ne devienne ministre et le vire.
Devenu journaliste, il couvre des procès médiatisés ainsi que des conflits armés en Afrique et au Moyen Orient pour l'Humanité, Le Monde diplomatique et les Inrockuptibles. Il vit depuis près d'un an grâce au RSA.

Parce que les deux mois qui viennent, nous réservent un affrontement de classe de première grandeur, il vaut mieux avoir une claire vision des enjeux et prendre toute la mesure des luttes à venir.

« Ce texte vise à expliquer et à légitimer la colère qui s'est déployée. Comprendre ce qui s'est joué. Il donne assise et raison à ceux qui se sont mobilisés » .

Crépuscule Juan Branco 311 pages 19 euros
Au diable vauvert Massot Editions.

Encore un extrait de la préface de Denis Robert, pour nous convaincre des résistances à la sortie de ce livre...
« Invitant plusieurs de mes amis éditeurs à lire le texte de Juan...les libraires s'emballent pour la version numérique et si littéraire de Crépuscule...Personne ne s'était attelé à dire avec autant de précision, d'où venait le président, ni comment il avait construit son succès…
Mais, Je vais essuyer cinq refus. La première lecture de l'éditeur est positive. C'est ensuite, quand on monte dans l'organigramme de la maison d'édition, que les choses se gâtent.
Le refus du manuscrit et les attaques contre Juan me déprime au point qu'avec un ami j'envisage de participer à son édition à tire personnel. J'en étais là quand deux éditeurs plus indépendants et enthousiastes que les autres ont pris contact ».

8 mars

Une quarantaine de femmes et d'hommes se sont retrouvés à la Fédération dans le cadre de Journée Internationale de lutte pour les droits des femmes. Un grand merci à Yolande DREANO pour cette journée culturelle et militante qui nous a conduit d'un « Voyage en Poésie » à des échanges conviviaux autour d'un repas partagé. Sophia HOCINI, candidate aux Européennes sur la liste de Ian BROSSAT, a évoqué « la clause de l'européenne la mieux favorisée ». Après une enquête dans les 27 pays de l'Union européenne sur la situation actuelle et les droits des femmes, une loi a été élaborée, qui rassemble les dispositions les plus favorables, dans chacun des pays, en vue de leur généralisation à l'ensemble des citoyennes de l'Union. L'idée est donc de porter ce bouquet législatif. Nous sommes la seule liste a avoir cette audace. ». Place à la parole des femmes :

« Je me souviens des débats sur les temps partiels. Beaucoup de collègues souhaitaient travailler à temps partiel pour s'occuper des enfants. Je me disais qu'on allait droit dans le mur avec ça. C'est ce qu'il s'est effectivement passé. » Janine

« La lutte pour les droits des femmes est difficile. Ce combat pour les droits n'est pas gagné, malgré Me Too, malgré les manifestations internationales. La laïcité est le seul cadre qui permet aux femmes de choisir ce qu'elles veulent. » Catherine

« Nous étions très en avance. Mais rien n'est gagné. . Quand on voit un médecin qui refuse de faire avorter des femmes au-delà de la dixième semaine. La violence ne vient pas toujours des hommes, elle peut venir aussi des femmes. » Edwige

« Je suis née en Algérie en pleine décennie noire. J'ai débarqué à Marseille, nous étions 10. A notre arrivée nous avons passé une semaine entière à dormir dehors, puis dans deux chambres d'hôtel durant une année. On ne guérit jamais d'un exil. Or, tout cela se passe au niveau européen. C'est pour cela que je me suis engagée au côté de Ian Brossat sur cette liste européenne. J'ai grandi dans un quartier populaire à Marseille. Et lorsqu'on est une femme, c'est la double peine. J'ai rejoint le PCF à 14 ans. Ma passion c'est les autres. J'ai toujours cette même ferveur, cette même énergie. » Sophia

« Je suis là presque par hasard. Je viens d'Italie où le Parti communiste, c'était quelque chose. Aujourd'hui l'Europe n'est pas celle que j'ai voulu bâtir. L'Europe doit avoir cette vocation de faire les uns avec les autres. En 1974, nous avons fait des référendums pour avoir le droit d'avorter, de divorcer. Les femmes ont pu enfin exprimer ce qu'elle voulait être. Cela voulait dire que là, nous avons vraiment gagné. L'Italie, aujourd'hui, c'est le pire de tout. » Marina

« Je suis handicapée et mes allocations sont tombées à 150 euros par mois depuis que je me suis mariée. Aujourd'hui, je dépends de mon homme. Très souvent, cela me blesse. On ne naît pas soumise, c'est la société qui nous contraint à l'être. Alors, je me suis questionnée afin de savoir comment aider ma fille. Je lui ai parlé des femmes de ma famille, très autonomes, de fortes têtes. De son arrière-grand-mère pour qui il n'était pas question de se faire dicter sa vie par un bonhomme. Je l'autorise aussi à être en colère, à me dire non. Un jour, elle m'a dit je « ne veux pas être « wonder woman », je préfère mieux être moi. » Mélanie

« Les femmes ne se liguent pas entre elles, à cause de la lutte des classes. Jamais la bourgeoise ne défendra sa femme de ménage. » Brigitte

« Ma santé 2022 » : une loi pour rien

Il y a maintenant plusieurs mois, députés et sénateurs communistes entamaient un tour de France des Hopitaux et des HEPAD. Ils ont visité plus de 130 établissements et ont pu entendre la souffrance et le désarroi des personnels. Comme le rappelait fort justement de député communiste Pierre Dharreville : « Il est de plus en plus difficile de se soigner et de soigner dans notre pays. De nombreux territoires ruraux, urbains, périurbains manquent de médecins généralistes et spécialistes. **L'hôpital est en crise, les personnels en souffrance. Les deux tiers de la population vivent dans une zone caractérisée par une offre de soins insuffisante ou par des difficultés dans l'accès aux soins** ». Ainsi les députés communistes dénoncent la loi « ma santé 2022 » qui nie les besoins criants en terme de moyens et de personnels. Pour la majorité, les problèmes du système de santé sont seulement organisationnels.

Au coeur des collectivités

Avec la loi PACTE, le gouvernement s'en prend à nouveau aux travailleurs

On pensait avoir tout vu : après la loi Macron de 2015, après la loi « Travail » en 2016 — largement rejetée par les Français — après les ordonnances de l'automne 2017, on pensait la bourgeoisie rassasiée, gavée de dividendes obtenus à grands coups de casse des droits du travail avec l'aimable complicité des gouvernements libéraux qui se sont succédés au pouvoir. **Pourtant, Emmanuel Macron et son fidèle Edouard Philippe se sont surpassés pour offrir au MEDEF un nouveau cadeau, habilement surnommé loi PACTE (Plan d'Action pour la Croissance et la Transmission des Entreprises).**

Le projet de loi, déposé en juin dernier devant l'Assemblée Nationale, est actuellement en deuxième lecture devant la chambre basse. **Dans ses plus de 70 articles, on retrouve un peu de tout, et beaucoup de n'importe quoi. De nombreuses revendications patronales de longue date ont enfin trouvé une traduction législative. Ainsi de la baisse des seuils sociaux et fiscaux. Celle-ci permettra à l'avenir à des entreprises de taille moyenne d'esquiver ce qui constituait auparavant des obligations.** Les instances représentatives du personnel, déjà sérieusement attaquées par la fusion des CHSCT et des CE disparaitront purement et simplement en dessous d'un certain seuil de salariés. Une fois de plus, sous couvert de simplifier la tâche de patrons décidemment surmenés, le gouvernement s'en prend directement à l'expression et à la participation démocratique des salariés à la vie de l'entreprise.

De plus, la suppression du forfait social pour les entreprises de moins de 250 salariés constitue un coup dur pour notre système de retraite : en effet, cette somme prélevée sur les dispositifs d'épargne salariale (participation, intéressement etc.) rapporte plus de 5 milliards d'euros par an à la Caisse nationale d'assurance vieillesse. En « simplifiant » ces dispositifs, le gouvernement vise donc à encourager le développement futur de dispositifs d'épargne salariale plutôt que des hausses de salaire. Son corollaire sera évidemment le développement d'un système de retraite « à l'américaine », financé par l'épargne des salariés via des fonds de pension pour faire face à la baisse de la qualité des retraites.

La Confédération générale du travail s'est opposée à une telle attaque sur les droits de salariés et des retraités. Face aux 73 articles la loi, e**lle y oppose 37 propositions pour redresser l'économie en redonnant toute sa place au travailleur, seul créateur de valeur, au sein de l'entreprise. Une vision autrement plus démocratique que le projet de loi défendu par La République en marche.** Celui-ci entend « redéfinir la place de l'entreprise dans la société » en lui donnant une raison sociale et environnementale inscrite dans le code civil. Le gouvernement affirme ainsi sur son site internet : « les entreprises ne se limitent pas à la recherche du profit ». Curieuse conception de l'entreprise quand on sait qu'en régime capitaliste sa seule raison d'être est d'assurer une rémunération au Capital à travers l'exploitation de la plus-value produite par les travailleurs.
La volonté gouvernementale de soutenir les PME en simplifiant les mesures leur permettant d'être côté en bourse constitue une mesure de plus pour permettre aux banques de ne pas réaliser leur tâche de financement de l'économie réelle.

Enfin, pour couronner le chef-d'œuvre libéral, la loi PACTE facilite la cession de participation publique aux entreprises. Traduction : la privatisation de trois groupes publics rentables et figurant parmi les leaders mondiaux dans leurs domaines. Il s'agit de la Française des jeux, d'ENGIE et d'Aéroports de Paris.

Dans son allocution au palais Bourbon le 13 mars 2019, le député communiste du Puy-de-Dôme André Chassaigne a dénoncé un texte qui « répond point par point aux velléités exprimées par les grands prêtres du néolibéralisme au service des marchands du temple ». Devant ce qui s'apparente à un scandale d'Etat, les communistes réaffirment leur engagement en faveur d'une politique économique sociale, répondant aux besoins de la société et de la planète.

Saint-Nazaire : la gauche s'engage !

Alors que le pouvoir macroniste rêverait de pouvoir conquérir plusieurs grandes villes aux élections municipales de 2020, les partis de la majorité municipale de gauche nazairienne — dont les élus du Parti communiste — ont signé une charte de valeurs affirmant leur unité et leur volonté de continuer à travailler ensemble pour garder la ville de Saint-Nazaire à gauche. Depuis 2014, le Parti communiste, le parti socialiste, les écologistes et les radicaux de gauche travaillent ensemble malgré les divergences bien comprises entre les différents partis. Ce travail commun sera reconduit en 2020.

Les élus de la majorité nazairienne se retrouvent sur des valeurs progressistes pour leur ville. Ils mettent particulièrement en avant le fait que Saint-Nazaire soit une ville solidaire, écologique et agréable. Autant de valeurs que les communistes portent depuis longtemps à Saint-Nazaire et ailleurs. Cette charte, si elle n'est pas un bilan de mandat de la majorité municipale, y ressemble tout de même fortement : les partis de la majorité se félicitent de leur action municipale à un an des élections. Le fonctionnement de la majorité municipale est rappelée par la charte : malgré les divergences nationales entre partis, les élus se retrouvent pour travailler sur un projet commun démocratiquement validé par les nazairiens et les nazairiennes. Chacun conserve sa liberté de parole et d'action sur les sujets n'ayant pas fait l'objet d'un engagement de campagne. Ainsi toutes les sensibilités de la gauche — dont le communisme — sont conservées et représentées au sein de la vie politique de Saint-Nazaire.

Au vu des conditions politiques locales, le rassemblement de la gauche est une réalité à Saint-Nazaire. Solidement ancré autour d'une vision partagée de la ville et des valeurs qui unissent la gauche, ce rassemblement a vocation à perdurer. Le Parti communiste, membre de la majorité municipale nazairienne, s'engage résolument dans la recherche de l'unité de toutes les forces de gauche pour l'avenir de Saint-Nazaire.

Nantes : approbation d'une politique jeunesse

Lors du Conseil municipal de Nantes de ce 22 mars les élus de la majorité de gauche ont approuvé une délibération renforçant la politique jeunesse mise en place par la ville depuis 2014. Notre camarade **Nathalie Blin**, conseillère municipale de Nantes s'est exprimée à ce sujet lors du conseil.
Elle a rappelée l'importance de la jeunesse dans une ville qui compte 45 % de population de moins de trente ans. Ce sont des générations actives et dynamiques qui font de Nantes une des villes les plus jeunes de France. La ville accompagne cette jeunesse en soutenant activement la vie associative nantaise dans laquelle les jeunes sont nombreux à s'investir.
Mais la crise du système capitaliste touche en premier lieu les jeunes qui rencontrent de grandes difficultés à trouver un emploi ou un logement. La ville de Nantes s'est donc engagée en faveur d'une politique de soutien à la jeunesse et à ses projets.
Le soutien aux foyers de jeunes travailleurs, la tarification solidaire en matière de transport ou encore l'appui municipal aux projets développés par des jeunes dans le cadre du dispositif CLAP ont été cités en exemple d'une action politique de gauche à Nantes.
Parlant de la marche pour le climat qui a réuni plus de 10 000 jeunes à Nantes le 15 mars (voir par ailleurs), Nathalie Blin a salué ces manifestants qui « loin d'une vision caricaturale d'une jeunesse individualiste et peu concernée par l'action publique, font la démonstration de leur détermination à s'engager pour leur avenir ».

MOUVEMENT JEUNES COMMUNISTES DE FRANCE

Face à la crise climatique, intensifions le combat communiste !

Le 15 mars dernier, plus de 10 000 jeunes, lycéens pour la plupart, ont participé à la marche pour le climat à Nantes. Cette manifestation s'inspire du mouvement lancé par la jeune Suédoise Greta Thunberg qui lance depuis plusieurs mois un appel à la grève des cours le vendredi afin d'alerter l'opinion sur l'inaction des décideurs publics sur la question du réchauffement climatique.

Le mouvement, très suivi à Nantes, montre la conscience de la jeunesse de notre pays face à l'urgence climatique. Pourtant, il n'est pas sans contradiction. En effet, les mots d'ordre de cette marche tout comme ses revendications apparaissent bien flous. Dans une magistrale démonstration du « en même temps » macronien, on a ainsi pu voir dans la manifestation parisienne plusieurs membres du gouvernement d'Édouard Philippe défiler avec des jeunes, tout sourire tandis qu'ils s'obstinent à saccager le fret, rétablissent le transport par car et permettent les délocalisations d'industries nationales vers des États aux normes environnementales nettement plus souples.

Cette mobilisation nous amène donc à deux constats : premièrement que la préoccupation des jeunes pour la question environnementale est profonde. Nous devons nous en réjouir car ce combat est celui des générations d'avenir. Elle engage l'intégralité des rapports humains d'aujourd'hui, et en premier lieu les rapports de production. **Ceci nous amène à un deuxième constat : si la conscience de ces milliers de lycéens de l'urgence de répondre au défi climatique est réel, la compréhension de ses causes est elle encore très superficielle.** Au sein de la manifestation, les revendications concrètes étaient rares et la majorité des slogans rejetaient la cause du réchauffement climatique sur un petit groupe décideurs publics, si ce n'est sur l'ensemble de l'humanité, dans une posture plus morale que politique.

Ce mouvement est encore jeune, mais démontre la capacité de la mobilisation de la jeunesse pour des causes directement liées à ses intérêts. Il peut encore se développer et faire grandir la conscience de ses participants. Mais ceci implique une remise en cause concrète du système ayant conduit à la situation actuelle. Alors qu'une étude datée de 2017 affirme que 70 % des émissions de CO2 proviennent de 100 entreprises, la lutte contre le mode de production capitaliste paraît plus que jamais d'actualité. La relocalisation de la production industrielle, le développement de mode de transports moins polluants et la recherche dans le secteur des énergies dé-carbonées telles que le nucléaire est une nécessité à laquelle le court-termisme capitaliste est incapable de répondre. Face à un chimérique capitalisme vert, nous pensons que le combat révolutionnaire porté par les communistes est encore plus d'actualité pour répondre aux enjeux de notre temps. **Le lien entre environnement et lutte des classes est ancien car comme l'écrivait Marx dans Le Capital : « La production capitaliste ne se développe qu'en épuisant en même temps les deux sources d'où jaillit toute richesse : La terre et le travailleur ».**

Mobilisation pour l'Humanité

SOUSCRIPTION EXCEPTIONNELLE

JE VERSE ..... EUROS

Votre don vous donne droit à une réduction d'impôt de 66 %, dans la limite de 20 % du revenu imposable.

Nom / Prénom _____

Adresse _____

_____

Ville _____ Code Postal _____

E-mail _____ Téléphone _____

Je libelle mon chèque à l'ordre de :
Presse et Pluralisme «souscription Humanité»
Je retourne ce coupon à :
L'humanité/ Secrétariat du directeur
5 rue Pleyel, Immeuble Calliope
93528 Saint-Denis Cedex

A vos agendas :

Jeudi 4 avril 2019 - 20h30
Projection : Ian Brossat est invité sur France 2
41 rue des olivettes à Nantes

Jeudi 11 avril 2019 - 19h00
Ian BROSSAT en meeting à Nantes
Le Lieu Unique (foyer haut), 2 Rue de la Biscuiterie à Nantes

Mercredi 1 mai 2019
1er mai 2019 : fête des travailleurs

Samedi 11 mai 2019 - 12h00 à Dimanche 12 mai 2019 - 19h00
Fête des Nouvelles 2019
Parc paysager de St-Nazaire, Avenue Léo Lagrange, Saint-Nazaire

Dimanche 26 mai 2019 - 08h00
Elections européennes 2019

«Nouvelles de Loire-Atlantique»
Directeur de la Publication : Jérome TURMEAU
Commission paritaire : N°0320 P 11519
Imprimerie : IMPRAM Lannion
Composition : Clément CHEBANIER
Responsable de la rédaction : Jérôme TURMEAU
NLA 41 rue des Olivettes - 44 000 Nantes Tél : 02 40 35 03 00
E-mail : redac.nla@orange.fr
Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :
Frédérique GARCIA SANCHEZ — Pedro MAIA
André MAURICE — Véronique MAHE
Louis CHRETIEN — Jeannine TROUILLARD

Imprimé sur du papier fabriqué dans l'Union Européenne (France, Allemagne, Belgique…) référencé EU Ecolabel
Papier certifié FSC et PEFC composé de fibres 100% recyclées
Eutrophisation : Ptot 0,009 kg/tonne

Soutenir et s'abonner aux Nouvelles de Loire-Atlantique

Parce qu'un journal, c'est un lien entre ceux qui l'écrivent et ceux qui le lisent, parce que les Nouvelles de Loire-Atlantique ont un positionnement original et unique parmi la presse départementale, parce que ce lien, cet apport doit perdurer pour faire vivre la parole singulière qui est celle de votre journal, pour donner la parole aux acteurs des mouvements sociaux, associatifs, progressistes, pour un regard critique sur l'actualité, soutenez et abonnez-vous aux Nouvelles de Loire-Atlantique.

NOM :……PRENOM :……

ADRESSE :……

TEL:…… EMAIL:……

❒ Je m'abonne pour un an et verse un chèque de 20 euros
❒ Je soutiens les Nouvelles de Loire-Atlantique à hauteur de ……€

Chèque à l'ordre de ADF44
A renvoyer à NLA - Bulletin d'abonnement, 41 rue des olivettes, 44000 NANTES